

Arrête:

Art. 1<sup>er</sup>. — Sont nommés membres du comité d'administration provisoire des caisses mutuelles d'assurances sociales et d'allocations familiales agricoles du département de la Gironde:

MM. Bouilleau (Charles), à Blaignau.  
Martin (Nestor), à Bordeaux.  
Valasio (Jean), à Saint-Seurin-de-Cadourne.  
Veillard (Patrice), à Margaux.

Art. 2. — Le directeur des affaires professionnelles et sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 21 mars 1947.

Le ministre de l'agriculture,

Pour le ministre et par délégation:

Le directeur adjoint du cabinet,  
R. LYON.

#### Comité d'administration provisoire des organismes de mutualité sociale agricole du département d'Indre-et-Loire.

Le ministre de l'agriculture,

Vu l'ordonnance du 12 octobre 1944 remplaçant l'organisation corporative de l'agriculture par une organisation professionnelle provisoire, et notamment son article 12;

Vu l'arrêté du 22 mai 1945 désignant les comités d'administration provisoire des organismes de mutualité sociale agricole du département d'Indre-et-Loire,

Arrête:

Art. 1<sup>er</sup>. — Sont nommés membres du comité d'administration provisoire des caisses mutuelles d'assurances sociales et d'allocations familiales agricoles du département d'Indre-et-Loire:

MM. Bouvet (Louis), à Yzeures-sur-Creuse.  
Muzard (Maurice), à Ballan-Miré.  
Naulet (Paul), à Saint-Flovier.

Art. 2. — Le directeur des affaires professionnelles et sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 21 mars 1947.

Le ministre de l'agriculture,

Pour le ministre et par délégation:

Le directeur adjoint du cabinet,  
R. LYON.

#### Comité d'administration provisoire des organismes de mutualité sociale agricole du département de la Loire.

Le ministre de l'agriculture,

Vu l'ordonnance du 12 octobre 1944 remplaçant l'organisation corporative de l'agriculture par une organisation professionnelle provisoire, et notamment son article 12;

Vu l'arrêté du 21 avril 1946 désignant le comité d'administration provisoire des organismes de mutualité sociale agricole du département de la Loire,

Arrête:

Art. 1<sup>er</sup>. — Sont nommés membres du comité d'administration provisoire des caisses mutuelles d'assurances sociales et d'allocations familiales agricoles du département de la Loire:

MM. Becote (André), à Chambéon.  
Blanchon (Jean), à Magneux-Haute-Rive.  
Etaix (Michel), à Saint-Germain-Laval.  
Marcellier (Jean-Baptiste), à Montrond.  
Thieulier (Charles), à Montbrison.

Art. 2. — Le directeur des affaires professionnelles et sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 21 mars 1947.

Le ministre de l'agriculture,

Pour le ministre et par délégation:

Le directeur adjoint du cabinet,  
R. LYON.

**Modalités d'attribution de « points prioritaires » permettant aux producteurs de céréales panifiables de s'approvisionner en articles et produits industriels nécessaires aux agriculteurs.**

Rectificatif au Journal officiel du 15 mars 1947: page 2139:

Tableau n° 1. — Contingent des biens d'équipement spécialisés pour l'agriculture contre livraison de blé et de seigle (art. 17).  
Machines agricoles, lire: « unités », au lieu de: « tonnes »; Articles utilitaires, Bottes en caoutchouc, chaussures de travail, lire: « paires », au lieu de: « tonnes »; Pneus auto, pneus vélos, chambres à air, bicyclettes avec pneus, chemises kaki, pantalons de velours, bleus de travail, lire: « unités », au lieu de: « tonnes ».

Tableau n° 2. — Barème d'échange des points d'équipements prioritaires attribués aux livreurs de céréales panifiables (art. 19), articles réservés aux producteurs ayant livré plus de 200 quintaux, au lieu de: « Moissonneuses-batteuses: 750 points », lire: « Moissonneuses-batteuses, 1.500 points ».

### MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

**Décret n° 47-566 du 19 mars 1947 instituant le cadre supérieur et le cadre normal des fonctionnaires de l'enseignement de la direction générale de l'éducation physique et des sports.**

Le président du conseil des ministres,  
Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale et du ministre des finances,

Vu le décret du 17 mars 1945 relatif au concours de recrutement des fonctionnaires du corps des maîtres d'éducation physique et sportive et à la création du diplôme de maître d'éducation physique et sportive;

Vu le décret n° 45-1455 du 29 juin 1945 fixant les traitements du personnel de la direction générale de l'éducation physique et des sports;

Vu la loi de finances du 31 décembre 1945,

Décète:

Art. 1<sup>er</sup>. — A compter du 1<sup>er</sup> janvier 1946, les fonctionnaires ci-après énumérés des écoles, collèges et centres régionaux d'éducation physique et sportive sont rangés dans un cadre unique:

Sous-économés;

Adjoints d'économat;

Censeur et surveillante générale des E.N.S. et de l'institut national des sports;

Surveillants généraux des écoles normales de maîtres et de maîtresses d'E.P.S.;

Surveillants généraux des écoles préparatoires et des collèges d'éducation physique et des sports;

Surveillants.

Par mesure transitoire et jusqu'à extinction de leur catégorie, les anciens adjoints d'économat de second ordre pourront être nommés dans le premier ordre, sans avoir à justifier des conditions de recrutement, jusqu'à concurrence de 20 p. 100 de l'effectif et dans la limite des emplois vacants.

Art. 2. — A compter du 1<sup>er</sup> janvier 1946, les économès sont répartis entre un « cadre normal » et un « cadre supérieur » à raison de 60 p. 100 des emplois pour le cadre normal et de 40 p. 100 pour le cadre supérieur.

Les fonctionnaires de la catégorie ci-dessus appartenant au cadre Seine et Seine-et-Oise à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1946 sont rangés de plein droit dans le cadre supérieur.

Art. 3. — Les agents des écoles, collèges et centres régionaux d'E.P.S. sont répartis entre un « cadre normal » et un « cadre supérieur ».

Art. 4. — A compter du 1<sup>er</sup> janvier 1946, les professeurs d'E.P. sont répartis entre un « cadre normal » et un « cadre supérieur » à raison de 80 p. 100 des emplois pour le cadre normal et 20 p. 100 pour le cadre supérieur. Le cadre normal comporte lui-même 20 p. 100 d'emplois dits de première catégorie et 60 p. 100 d'emplois dits de deuxième catégorie.

Art. 5. — Les professeurs d'éducation physique appartenant au cadre de Seine et Seine-et-Oise à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1946 sont rangés de plein droit dans le cadre supérieur ainsi que les professeurs des centres et écoles de formation en fonction à la même date. Toutefois, ceux-ci, lors de leur mutation dans des établissements autres que les centres et écoles de formation ne seront maintenus dans le cadre supérieur dans lequel ils se trouvent provisoirement rangés que s'ils remplissent les conditions d'accès à ce cadre qui seront ultérieurement fixées pour l'ensemble du personnel.

Les professeurs d'E.P. appartenant au cadre des lycées ou assimilés à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1946 sont rangés de plein droit dans la première catégorie du cadre normal.

Art. 6. — Les titres de moniteur chef et de moniteur d'éducation physique sont supprimés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1946 et remplacés par le titre unique de maître d'éducation physique et sportive. Ce changement d'appellation ne constitue pas un avancement. Les moniteurs chefs et moniteurs d'éducation physique sont rangés dans le nouveau corps de maîtres d'éducation physique et sportive dans les conditions définies par l'article 7 ci-après avec la classe et l'ancienneté qu'ils détenaient au 1<sup>er</sup> janvier 1946.

Art. 7. — A compter du 1<sup>er</sup> janvier 1946, les maîtres d'E. P. S. sont répartis entre un « cadre normal » et un « cadre supérieur » à raison de 80 p. 100 des emplois du cadre normal et 20 p. 100 des emplois pour le cadre supérieur, le cadre normal et le cadre supérieur comportant chacun des emplois dits de première catégorie et des emplois dits de deuxième catégorie. La répartition des emplois dans chaque cadre est fixée comme suit:

Cadre supérieur:

1 <sup>re</sup> catégorie.....	5 p. 100
2 <sup>e</sup> catégorie.....	15 —

Cadre normal:

1 <sup>re</sup> catégorie.....	20 p. 100
2 <sup>e</sup> catégorie.....	60 —

Art. 8. — Les moniteurs chefs d'éducation physique appartenant à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1946 au cadre de Seine et Seine-et-Oise sont rangés de plein droit dans la première catégorie du cadre supérieur des maîtres d'E. P. S. et ceux du cadre des départements dans la deuxième catégorie de ce cadre.

Les moniteurs d'éducation physique appartenant à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1946 au cadre de Seine et Seine-et-Oise sont rangés de plein droit dans la première catégorie du cadre normal des maîtres d'éducation physique et sportive et ceux du cadre des départements dans la deuxième catégorie de ce cadre.

Art. 9. — Les propositions indiquées aux articles 4 et 7 du présent décret s'appli-

quent à l'effectif des titulaires en fonction au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année.

Art. 10. — A la suite de l'entrée en vigueur des dispositions transitoires fixées aux articles 5 et 8 ci-dessus, les effectifs de chaque cadre ou catégorie pourront dépasser ceux résultant de l'application de la règle indiquée à l'article 9 ci-dessus en restant toutefois dans les limites des proportions fixées aux articles 4 et 7 ci-dessus en prenant pour base les effectifs budgétaires.

La résorption des excédents ainsi autorisés devra être réalisée au plus tard, au 1<sup>er</sup> janvier 1951.

Art. 11. — Les traitements alloués aux fonctionnaires des nouveaux cadres et catégories sont fixés conformément au tableau annexé au présent décret.

Ce tableau se substitue à ceux qui ont été publiés précédemment notamment au tableau annexé au décret n° 45-1453 du 29 juin 1945.

Art. 12. — Le ministre de l'éducation nationale et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui aura effet du 1<sup>er</sup> janvier 1946 et sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 19 mars 1947.

PAUL RAMADIER.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de l'éducation nationale,

M.-E. NAEGELEN.

Le ministre des finances,  
SCHUMAN.

CATÉGORIES	ÉCHELLE	CLASSE	TRAITEMENT	CATÉGORIES	ÉCHELLE	CLASSE	TRAITEMENT
			francs.				francs.
Economés..	18 b	1 <sup>re</sup> classe.	168.000	Agents ....	4	1 <sup>re</sup> classe.	51.000
		2 <sup>e</sup> classe.	156.000			2 <sup>e</sup> classe.	50.000
		3 <sup>e</sup> classe.	144.000			3 <sup>e</sup> classe.	46.000
		4 <sup>e</sup> classe.	132.000			4 <sup>e</sup> classe.	42.000
		5 <sup>e</sup> classe.	117.000			5 <sup>e</sup> classe.	39.000
		6 <sup>e</sup> classe.	102.000			6 <sup>e</sup> classe.	36.000
	15 a	1 <sup>re</sup> classe.	135.000		2	1 <sup>re</sup> classe.	45.000
		2 <sup>e</sup> classe.	126.000			2 <sup>e</sup> classe.	43.000
		3 <sup>e</sup> classe.	114.000			3 <sup>e</sup> classe.	41.000
		4 <sup>e</sup> classe.	102.000			4 <sup>e</sup> classe.	39.000
		5 <sup>e</sup> classe.	87.000			5 <sup>e</sup> classe.	37.000
		6 <sup>e</sup> classe.	(1) 66.000			6 <sup>e</sup> classe.	36.000
Sous-économés. — Cadre unique....	11 c	1 <sup>re</sup> classe.	126.000	Professeurs d'E. P....	18 b	1 <sup>re</sup> classe.	168.000
		2 <sup>e</sup> classe.	117.000			2 <sup>e</sup> classe.	156.000
		3 <sup>e</sup> classe.	108.000			3 <sup>e</sup> classe.	144.000
		4 <sup>e</sup> classe.	96.000			4 <sup>e</sup> classe.	132.000
		5 <sup>e</sup> classe.	84.000			5 <sup>e</sup> classe.	117.000
		6 <sup>e</sup> classe.	72.000			6 <sup>e</sup> classe.	102.000
Adjoints d'économat. — Cadre unique..	13 b	1 <sup>re</sup> classe.	120.000		15 a	1 <sup>re</sup> classe.	135.000
		2 <sup>e</sup> classe.	111.000			2 <sup>e</sup> classe.	126.000
		3 <sup>e</sup> classe.	102.000			3 <sup>e</sup> classe.	114.000
		4 <sup>e</sup> classe.	90.000			4 <sup>e</sup> classe.	102.000
		5 <sup>e</sup> classe.	78.000			5 <sup>e</sup> classe.	87.000
		6 <sup>e</sup> classe.	66.000			6 <sup>e</sup> classe.	(1) 66.000
Censeur et surveillante générale des écoles normales supérieures et de l'Institut national des sports. — Cadre unique .....	18 b	1 <sup>re</sup> classe.	168.000	Cadre normal .....	14 c	1 <sup>re</sup> classe.	126.000
		2 <sup>e</sup> classe.	156.000			2 <sup>e</sup> classe.	117.000
		3 <sup>e</sup> classe.	144.000			3 <sup>e</sup> classe.	108.000
		4 <sup>e</sup> classe.	132.000			4 <sup>e</sup> classe.	96.000
		5 <sup>e</sup> classe.	117.000			5 <sup>e</sup> classe.	84.000
		6 <sup>e</sup> classe.	102.000			6 <sup>e</sup> classe.	72.000
Surveillants généraux des écoles normales de maîtres et de maîtresses d'éducation physique. — Cadre unique .....	17	1 <sup>re</sup> classe.	156.000	Cadre supérieur .....	14 c	Hors classe.	126.000
		2 <sup>e</sup> classe.	141.000			1 <sup>re</sup> classe.	117.000
		3 <sup>e</sup> classe.	126.000			2 <sup>e</sup> classe.	108.000
		4 <sup>e</sup> classe.	114.000			3 <sup>e</sup> classe.	96.000
		5 <sup>e</sup> classe.	102.000			4 <sup>e</sup> classe.	84.000
		6 <sup>e</sup> classe.	90.000			5 <sup>e</sup> classe.	72.000
Surveillants généraux des écoles préparatoires d'E. P. et collèges. — Cadre unique .....	15 a	1 <sup>re</sup> classe.	135.000	Cadre normal .....	12 b	Hors classe.	105.000
		2 <sup>e</sup> classe.	126.000			1 <sup>re</sup> classe.	97.000
		3 <sup>e</sup> classe.	114.000			2 <sup>e</sup> classe.	87.000
		4 <sup>e</sup> classe.	102.000			3 <sup>e</sup> classe.	77.000
		5 <sup>e</sup> classe.	87.000			4 <sup>e</sup> classe.	66.000
		6 <sup>e</sup> classe.	(1) 66.000			5 <sup>e</sup> classe.	54.000
Adjoints d'économat 2 <sup>e</sup> ordre.....	11 a	1 <sup>re</sup> classe.	96.000	Cadre normal .....	10 a	Hors classe.	90.000
		2 <sup>e</sup> classe.	90.000			1 <sup>re</sup> classe.	85.000
		3 <sup>e</sup> classe.	84.000			2 <sup>e</sup> classe.	76.000
		4 <sup>e</sup> classe.	78.000			3 <sup>e</sup> classe.	68.000
		5 <sup>e</sup> classe.	68.000			4 <sup>e</sup> classe.	60.000
		6 <sup>e</sup> classe.	58.000			5 <sup>e</sup> classe.	48.000
Surveillants. — Echelle unique.....	9 a	Stagiaires.	48.000		9 a	Hors classe.	84.000
						1 <sup>re</sup> classe.	77.000
						2 <sup>e</sup> classe.	69.000
						3 <sup>e</sup> classe.	61.000
						4 <sup>e</sup> classe.	53.000
						5 <sup>e</sup> classe.	42.000

(1) Les fonctionnaires rangés dans la 6<sup>e</sup> classe de l'échelle 15 a conservent le traitement de la 6<sup>e</sup> classe de l'échelle 14 c.